

Notes de lecture

Jean-Sébastien ALIX, Didier BERTRAND, Jean-Marc BRUN, Michel CHAUVIÈRE, Gabrielle GARRIGUE, *Debout pour nos métiers du travail social !*, préface de Roland Gori, Toulouse, Éditions érès, 2018, 200 p.

Devant les réformes qui modifient l'exercice de leurs métiers, les cinq auteurs se mobilisent dans cet ouvrage pour défendre l'histoire, les pratiques et les formations. Ils font partie ou sont liés au collectif Avenir éducs qui rassemble des professionnels du social, défend une formation des professionnels à haut niveau de qualification et a eu l'idée de cet ouvrage. Car pour les auteurs, la posture qui part de l'autre est attaquée et un véritable démantèlement des solidarités s'effectue.

Ils affirment que les différents métiers du travail social – nés de la combinaison historique, d'une responsabilité politique partagée et d'actions de terrain innovantes – constituent une richesse collective adaptée à la complexité actuelle des exclusions et souffrances. Pour tous les métiers du social, la philosophie d'engagement responsable est importante. La qualité de la relation doit rester « centrale dans une clinique singulière du quotidien et des circonstances ». La parole dédiée en est l'outil de base, et mérite considération. La relation clinique du quotidien tout comme la relation éducative sont fondamentales et nécessitent la rencontre des personnes dans leur singularité. Ainsi, les auteurs réaffirment « avec force les principes de base non négociables ».

Or, la logique actuelle est de pousser les acteurs du social vers un traitement de masse qui empêche l'émancipation de la personne accompagnée et annihile la pensée. Les auteurs dénoncent notamment les réformes qui viennent entériner cette rationalisation du travail social en détruisant les métiers, leur inscription dans une histoire et leurs valeurs. La « réingénierie » des formations et la réforme de la re-architecture des métiers du

travail social amènent à un changement brutal du paradigme du travail social, sans compter que la méthode est jugée trop opaque et autoritaire. De plus, reconnaissant et défendant l'intérêt de l'alternance intégrative, ils dénoncent les choix économiques et le manque de moyens.

Aussi, les auteurs souhaitent faire bouger les lignes, demandent toute la place de la clinique, rappellent l'urgence de reconstruire une doctrine sociale globale et de solidarité...

Ce livre, qui prend position radicalement, suscitera sans doute soit des félicitations, soit des débats, voire des désaccords. Les auteurs présentent en effet des analyses historiques et sociales pertinentes mais en arrivent finalement presque toujours à des jugements forts, négatifs et durs. Or, dans l'évolution du travail social, dans les politiques comme dans les formations et les pratiques, on observe également des aspects positifs à soutenir. C'est dommageable qu'ils ne soient pas reconnus mais plutôt écrasés dans ce livre. « Colère et fierté » est une position à la fois intéressante et discutable telle qu'elle est posée par cet ouvrage.

Brigitte Bouquet

176

Joseph ROUZEL (sous la direction de), *La posture du superviseur. Supervision, analyse des pratiques, régulation d'équipes*, Toulouse, érès, collection « Psychanalyse et travail social », 2017, 192 p.

La posture du superviseur est un recueil de témoignages rédigés par quatorze superviseurs d'équipe, en majorité psychanalystes. Une bonne partie des rédacteurs et rédactrices ont été formés ou forment à Psychasoc, ce qui donne à ce travail une orientation particulière, basée sur la clinique psychanalytique. Les quatorze auteurs décrivent leur travail de supervision d'équipes, les conditions dans lesquelles il s'exerce, témoignent d'une pensée en cours d'élaboration sur la supervision. Ils montrent comment ils assurent la consistance et la légitimité de leur place, exposent leurs pratiques et « s'exposent », font part de leurs doutes et de leurs tâtonnements.

Au départ de l'ouvrage, Joseph Rouzel, pour qui le recours à la supervision est une nécessité, rappelle qu'il la conçoit comme un « espace psychique transférentiel » où des professionnels, pris dans le fonctionnement institutionnel et dans le mode psychique des personnes qu'ils accompagnent, peuvent se dégager des émotions qui les engluent, et favoriser un déplacement. Ensuite Jean-Pierre Lebrun explore comment la supervision s'insère dans les défaillances de l'action collective actuelle, dues à « l'abus de pouvoir et [aux] ravages de l'impouvoir », risquant de mettre en difficulté le fonctionnement démocratique. Puis les autres auteurs s'expriment.

Vie Sociale n° 21